

## IMPRESSIONS D'ARGENTINE

*Compte rendu de la réunion-débat avec Jean-Claude VICARINI*

**L**E MARDI 10 février, Jean-Claude Vicarini, ancien chargé de mission à la DATAR et vice-président de Telecom Argentina de 1992 à 2000, a animé un colloque, organisé par le Cercle pour l'aménagement du Territoire, sur l'Argentine. Un grand pays aux multiples facettes, doté de réels atouts, mais qui se débat depuis plus d'un demi-siècle dans des crises économiques à répétition qui l'appauvrissent. Parviendra-t-il à renouer avec une croissance forte et solide, à remotiver une population désabusée et résignée ? Des questions actuellement sans réponse.

Avec une superficie qui représente cinq fois celle de la France, l'Argentine est un pays à la fois très urbanisé et très agricole, rappelle d'entrée de jeu Jean-Claude Vicarini. Ses 37 millions d'habitants sont répartis entre de très grandes métropoles, comme Buenos Aires, Córdoba, Rosario, ou disséminés dans la pampa. Sur ces terres fertiles, ensoleillées et bien arrosées, paissent 55 millions de bovins, qui ont fait la fortune du pays. Gros producteur de fruits et de vins, notamment dans la région de Mendoza, l'Argentine dispose également d'une industrie de la pêche florissante, grâce aux investissements des Japonais, des Coréens et des Espagnols, le long de l'Océan Atlantique. Producteur de pétrole, disposant de réserves minières importantes (beaucoup de gaz), le pays pâtit toutefois de son éloignement des centres décisionnels et stratégiques. Situé à 13 heures d'avion de Paris, et 11 de New York, il ne peut se connecter sur la grande industrie mondiale du tourisme. Ses attraits tiennent à ses sites naturels fabuleux (chutes d'Igasu, Cordillère des Andes, glaciers du Sud comme le « Perito Moreno », péninsule de Mendes, réputée pour ses baleines), malheureusement très distants les uns des autres. Les périodes propices aux visites, différentes d'un endroit à un autre, ne facilitent pas non plus les circuits organisés. Les stations de sport d'hiver, développées dans les Andes par les promoteurs des

Arcs en France, sont elles aussi trop excentrées. Quant aux 500 kilomètres de côtes, ils n'incitent guère à la baignade en raison de leur température qui avoisine les 18°.

Lorsqu'il arrive en 1992 pour prendre la vice-présidence française de Telecom Argentina, une société acquise conjointement par Telefonica Italia et France Telecom, Jean-Claude Vicarini découvre un pays sinistré, sans argent et où les investisseurs se font rares. Beaucoup de centraux téléphoniques ont plus de soixante ans. Les abonnés, souvent en panne, doivent patienter six mois avant de voir leur installation réparée. Très méfiant quant au fonctionnement global du système, il appelle en renfort un spécialiste des réseaux qui n'aura besoin que d'une heure par abonné pour remettre en marche quelques-unes des lignes en panne depuis plus de six mois ! Cet exemple est significatif du comportement des Argentins. Il est très difficile de repérer tout de suite les informations mensongères et erronées qui circulent, explique Jean-Claude Vicarini, qui œuvre en parallèle pour renforcer l'équipement de l'Argentine dans le secteur. En 1998, 7,5 millions de lignes fixes étaient en service, et fin 1999, on dénombrait 3 millions de portables. Les télécommunications ne sont pas les seules à être privatisées pendant cette période. La production d'électricité est privatisée en 1992 et les Chiliens qui avaient obtenu la centrale thermique de Buenos Aires purent en moins de trois mois venir à bout des traditionnelles coupures de courant. Les chemins de fer, privatisés en 1996, retrouvent eux aussi leur efficacité. Les trains arrivent à l'heure,



et les horaires ne varient plus d'un jour à l'autre. Presque un exploit, ironise Jean-Claude Vicarini, qui reproche notamment aux Argentins leur manque de vision stratégique et de fiabilité.

Le monde politique souffre des mêmes maux. Lors de la vente de Telecom Argentina, le gouvernement avait promis une réforme des tarifs, incluant des augmentations substantielles. Or, il a fallu batailler six ans avant de l'obtenir. La décision ayant été attaquée en justice, puis jugée anticonstitutionnelle, il a fallu menacer de partir. Et devant ce bras de fer, la Cour Suprême a finalement autorisé le décret du gouvernement, mais on a frôlé la catastrophe, souligne Jean-Claude Vicarini. Les Argentins, qui ont subi moult dévaluations, vivent également dans la hantise de la banqueroute. Aussi, dès qu'une crise financière éclate dans un pays, et même si ce dernier n'entretient aucune relation particulière avec l'Argentine, les conséquences en sont énormes. En 1995, lors de la crise mexicaine les Argentins ont retiré leurs avoirs bancaires et la vie économique

s'est pratiquement arrêtée pendant plusieurs mois. En 1997, lors de la crise russe, les Argentins ont stoppé leurs investissements en cours pour "rester liquide". Depuis 1953 et le départ de Perón, l'Argentine ne parvient pas à éliminer les démons qui la rongent. Après le retour au pouvoir du vieux leader en 1973, et sa mort quelques mois plus tard, son épouse Isabelita prend sa succession, mais cet épisode se termine en désastre. La bourgeoisie, affolée par le chaos qui prévaut, appelle en 1976 la dictature militaire pour remettre de l'ordre. Après la défaite des Malouines, la démocratie réapparaît avec Alfonsín, mais l'économie s'écroule, avec un taux d'inflation qui s'envole à plus de 3000% par an. Carlos Menem, accueilli comme un sauveur en 1989, réussit à redresser le pays à partir de 1991 et à éviter le pire lors des deux crises évoquées plus haut. Malheureusement son successeur, Fernando de la Rúa, perd peu à peu tout crédit et il démissionne à la fin de 2001, laissant le pays dans une situation catastrophique. L'actuel président Nestor Kirchner maintient son autorité en s'opposant au FMI mais il isole son pays et ses meilleurs soutiens sont le Brésil de Lula, le Venezuela de Chavez et Cuba. L'Etat est aujourd'hui en cessation de paiement et les entreprises ne remboursent plus leurs dettes, observe Jean-Claude Vicarini. Seule petite note d'optimisme, le tourisme attire à nouveau et les jeunes, soucieux de reconstruire leur pays, font preuve de plus de dynamisme. Une nouvelle religion du travail est peut-être en train de s'amorcer, seul réel espoir pour l'Argentine...

Compte rendu établi par Marie-Clotilde Hingray

<p><b><u>Carte d'identité de l'Argentine</u></b>  <b>Population</b> : 38 millions hts  <b>Superficie</b> : 2 770 000 km<sup>2</sup>  <b>Densité</b> : 13 hab. /km<sup>2</sup>.  <b>Capitale</b> : Buenos Aires.  <b>Religion</b> : catholique (plus de 92%)</p>	<p><b>Langue</b> : espagnol (<i>castellano</i>) parlé par 100 % de la population (nombreuses langues indigènes : <i>quechua</i> au Nord-Ouest, <i>guarani</i> au Nord-Est).  <b>Monnaie</b> : peso (1 €= 3,3 \$Ar).</p>	<p><b>Régime</b> : démocratie présidentielle.  <b>Chef d'État</b> : Nestor Kirchner (élu en mai 2003).  <b>Emblème du pays</b> : le <i>ceibo</i>, (fleur rouge). Drapeau bleu et blanc avec un soleil en son centre.</p>
		<p><a href="http://www.routard.com">www.routard.com</a></p>

## Page d'Histoire

\*\*\*\*\*

# LE DIRIGEABLE, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Jean-Claude VICARINI**

Commencée avant la seconde guerre mondiale, la crise du téléphone en France s'était amplifiée dans les années cinquante et soixante faute d'investissements adaptés à la demande croissante des entreprises et des ménages. Cette crise avait inspiré à Fernand Raynaud son sketch du 22 à Asnières, et pour la DATAR, c'était devenu une difficulté pour décentraliser les activités économiques, axe essentiel de la politique d'aménagement du territoire à l'époque.

C'est ainsi qu'en accord avec le France Telecom d'alors, je suis arrivé à la DATAR en juin 1968 pour intégrer, comme jeune ingénieur, l'équipe de prospective et surtout étudier le meilleur scénario possible pour placer en 1985 la France à une bonne place en matière de télécommunications.

Avec l'aide de quelques spécialistes, le projet fut concrétisé en à peine plus d'un an, il faut bien reconnaître qu'en copiant les meilleurs, les Etats-Unis et la Suède, tout était plus facile. Le document correspondant, « Eléments pour un schéma directeur des télécommunications », fut publié en novembre 1969 dans la collection éditée par la Documentation Française « Travaux et Recherches » que la DATAR commençait à utiliser pour publier des études de prospective servant à l'élaboration d'un schéma général d'aménagement de la France.

La qualité de ce document me valut une certaine notoriété et de nombreuses personnes vinrent me voir pour obtenir soit un conseil, soit une recommandation, soit un avis sur ce qu'elles envisageaient d'entreprendre dans le cadre du développement des télécommunications qui s'annonçait dans notre pays. C'est ainsi qu'un jour deux chercheurs en astronomie sont venus me présenter leur projet.

L'observation du ciel est très perturbée par les lumières terrestres. Même les télescopes placés au sommet de nos montagnes subissent les effets néfastes des agglomérations et cela limite leurs performances. Par exemple, le dernier grand télescope installé ces dernières années le fut dans la Cordillère des Andes, à 6 000 mètres d'altitude et au milieu d'une zone désertique.

Pour améliorer l'efficacité de leurs instruments les deux spécialistes que j'avais en face de moi m'indiquèrent s'être inspirés des études menées quelques années plus tôt par les compagnies pétrolières chargées de l'exploitation du pétrole saharien. Elles avaient imaginé, pour s'affranchir du manque d'infrastructures, de déplacer de fortes charges en les suspendant à un ballon tracté par un véhicule léger (un ballon de 10 mètres de rayon permet d'emporter pratiquement une charge utile de 3,5 tonnes en supposant que le ballon lui-même et le système de récupération de l'hélium lors du dégonflage ne dépasse pas une tonne). Même si ce projet avait été abandonné, les études avaient conclu à sa faisabilité.

Ils envisageaient donc d'embarquer un télescope sur un dirigeable, de placer l'engin à 20 kilomètres d'altitude pour l'extraire des pollutions optiques terrestres et de le maintenir stable par un câble ancré dans le sol. Malheureusement, le budget dont ils disposaient ne permettait pas de financer l'ensemble de leur projet et ils venaient me proposer d'accueillir à bord des équipements de télécommunications. A l'époque cette proposition paraissait intéressante à un double titre.

Côté télécommunications, la croissance des moyens de transmission était primordiale pour satisfaire correctement la demande future de trafic et le schéma directeur préconisait à cet effet la construction d'un super réseau de 8 000 kilomètres environ reliant les principales villes du pays et utilisant le moyen le plus performant existant alors au stade expérimental, le guide d'ondes. Il s'agissait d'un tube de cuivre de sept centimètres de diamètre environ et de plusieurs millimètres d'épaisseur, très délicat à poser pour aligner et raccorder avec grande précision les tubes les uns aux autres. Les contraintes étaient telles à ce niveau que le système aérien paraissait à priori avantageux.

Côté aménagement du territoire, l'existence de relais aériens permettait une desserte rapide et égalitaire de pratiquement tout le pays à l'inverse du réseau terrestre qui donnait un avantage certain aux grandes villes.

C'est ainsi que les études commencèrent et se poursuivirent pendant plusieurs mois. Ce fut une course inexorable vers le gigantisme.

1. Pour desservir correctement tout le territoire il fallait une quinzaine de ballons et la solution économique de les stabiliser chacun par un câble fut vite abandonnée. La navigation aérienne n'accepterait pas de telles entraves à la circulation des avions. Nos ballons devaient donc être autonomes ce qui impliquait des moteurs et une source d'énergie.

2- La connaissance que nous avions des vents en altitude montrait que les trois quarts de la consommation d'énergie pour maintenir les ballons stables auraient lieu en hiver et que pendant cette période il serait trop dangereux de ramener nos engins au sol pour les réapprovisionner. Il fallait donc les doter d'un an d'autonomie et ne les ramener au sol qu'en été pour maintenance.

3- Le choix des moteurs et de la source d'énergie devenait primordial. Le kérosène et les moteurs d'avion n'étaient pas la solution, ces derniers n'étant pas conçus pour fonctionner un an sans maintenance. Le gaz et les turbines étaient une solution alléchante mais elle transformait nos ballons en bombonnes de gaz et c'était un inconvénient majeur compte tenu de l'histoire des dirigeables qui s'était achevé en 1937 avec la disparition de l'Hindenburg dans un déluge de feu. Restait l'électricité ; du côté des moteurs c'était parfait car ces équipements sont robustes et fiables, par contre la seule source d'énergie qui existait dans ce domaine à l'époque était le réacteur nucléaire de sous-marin atomique. Le poids des ballons augmentait alors considérablement et nous en étions arrivés à des engins lenticulaires de plus de 500 mètres de diamètre.

Là se sont arrêtées nos élucubrations, nous étions arrivés à une impasse. Le projet devenait hors de prix et déjà le contexte changeait pour les télécommunications. Les recherches sur le guide d'ondes avaient été mises en sommeil, les progrès accomplis sur les composants électroniques donnaient une augmentation notable de capacité aux câbles coaxiaux existants, et la fibre optique n'allait pas tarder à faire parler d'elle.

Quand je repense à cette histoire, je souris de notre imprévoyance. Comment imaginer aujourd'hui au-dessus de nos têtes 15 monstres de 500 mètres de diamètre équipés chacun d'un réacteur nucléaire ? La population exigerait l'abandon immédiat d'un tel système qui ne pourrait que provoquer une catastrophe aux conséquences imprévisibles. Mais je m'étonne aussi que l'astronomie mondiale n'ait pas développé un projet de ballon pour elle toute seule en revenant à l'idée de départ pour le maintenir stable, celle du câble qui est de loin la solution la plus économique.

## Réflexions sur l'aménagement du territoire en France.

Jean-Claude VICARINI

Aménager un territoire c'est avant tout y répartir les activités économiques selon une logique définie par le pouvoir politique. C'est ce que faisait la DATAR lorsque j'y travaillais de 1968 à 1972. Les leviers de son action étaient à l'époque la décentralisation des administrations et des entreprises parisiennes vers la province et des grands projets comme le développement des moyens de communication, l'aménagement du Languedoc-Roussillon ou le déplacement de la sidérurgie vers Fos et Dunkerque, la Lorraine apparaissant déjà condamnée dans ce domaine par la pauvreté de ses ressources minières. Les activités économiques continuaient de croître pour satisfaire les besoins et effacer les conséquences de la guerre, la seule contrainte était financière et le commissariat au plan aidait le gouvernement à définir les priorités. L'horizon 2000, objet des études de prospective de la DATAR, ne suscitait pas d'inquiétude.

Aujourd'hui la situation est d'une rare complexité, la compétition est mondiale, l'endettement de nombreux acteurs économiques dont en premier lieu les Etats eux-mêmes génère une méfiance générale et le comble pour notre pays est un chômage massif des jeunes associé à de grandes difficultés que rencontrent de nombreuses entreprises pour recruter une main d'œuvre compétente.

La prospérité ne reviendra pas d'un coup de baguette magique ou par l'opération du Saint-Esprit. Une large et longue étude de prospective pour définir ce que nous fabriquerons en France dans les prochaines décennies est à la fois nécessaire et vitale pour le pays. Je détaille ci-dessous quelques-uns des chapitres de cette vaste étude pour illustrer les difficultés que nous rencontrerons pour arriver à un consensus sur chacun d'entre eux.

## **1- Exploiter nos points forts.**

a- La situation géographique de la France en Europe avec deux façades maritimes sur l'Atlantique et la Méditerranée est favorable. Les ports du Havre et de Marseille sont bien placés pour devenir les deux premiers en Europe avec les investissements appropriés pour charger et décharger tous les types de navires 24 heures sur 24, 365 jours par an. De nombreuses activités industrielles devraient s'y installer mais cela suppose une sérieuse révision des statuts des dockers et des cheminots.

b- En matière de tourisme certaines zones sont encore mal exploitées comme la Corse dont le potentiel de développement est considérable.

c- Le nucléaire est un des points forts de notre industrie. EDF est le premier exploitant au monde dans ce domaine et avec les réacteurs de quatrième génération qui devraient être opérationnels d'après les scientifiques d'ici une dizaine d'années, le niveau des ressources énergétiques d'uranium naturel sera porté à plusieurs milliers d'années. C'est donc bien comme le disent certains un secteur d'avenir. A court terme je pense d'ailleurs qu'il vaudrait mieux investir dans des réacteurs EPR que dans le solaire et l'éolien. Cela coûterait moins cher et rapporterait plus à EDF par la vente d'électricité bon marché à nos voisins qui refusent le nucléaire.

d- La carte à puce est une invention française qui est maintenant largement répandue. Son utilisation pourrait encore être augmentée par la disparition des espèces sonnantes et trébuchantes, plus de distributeurs de billets et de caisse dans les banques ou à la Poste. Tous les paiements seraient électroniques ce qui procurerait quelques avantages comme l'éradication de l'économie souterraine, la disparition de l'immigration clandestine par la nécessité pour chacun de disposer d'un compte bancaire et une productivité accrue dans de nombreux secteurs tels le commerce et l'administration publique.

## **2- Réduire nos points faibles.**

a- Les communes, les structures intercommunales, les cantons, les départements et les régions constituent ce que l'on appelle le mille-feuilles administratif. Sa disparition est maintenant une urgente nécessité plus facile à dire qu'à réaliser.

b- L'endettement de la France est trop élevé, tout le monde le dit mais personne n'ose dire que pour le résorber il faudra plus de 70 ans d'efforts opiniâtres. Il en coûte aujourd'hui 50 milliards par an au budget mais si demain les taux d'intérêts augmentent les pertes pourraient devenir dramatiques. Il est donc urgent de baisser les dépenses de l'Etat

c- La productivité dans la fonction publique reste une friche industrielle. Encore aujourd'hui la notion de secteur prioritaire reste liée à des créations de poste de fonctionnaires. Personne ne réfléchit comment faire plus et mieux avec moins de personnels et de crédits.

d- Les règles administratives sont nombreuses, touffues, complexes, de temps en temps incompréhensibles et parfois inapplicables. C'est le résultat d'une espèce de relation incestueuse entre les politiques et les fonctionnaires, les premiers attachés à montrer qu'ils travaillent en votant de nouvelles lois et les seconds friands de cette situation qui justifie la création de nouveaux postes. Je ne connais pas le nombre de personnes qui se sont attaquées à la simplification des règles administratives mais l'insuccès de leur travail en illustre toute la difficulté.

Bon courage à ceux qui oseront s'attaquer à un programme de ce genre.

**Jean-Claude Vicarini.**